
Publication de la  société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS,

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX
DES PEUPLES DE L'EUROPE ORIENTALE,
PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé. . . 10 c.	**Pour la province et l'étranger :**
Pour Paris :	Trois mois. . . . . . 2 fr. 50 c.
Trois mois. . . . . . 1 fr. 25	Six mois. 5
Six mois. 2 50	Un an. 10
Un an. . . . . . 5 »	

On s'abonne à la librairie de BLOSSE, passage du Commerce, 7, à Paris.

LA POLOGNE s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.

N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressés à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, CYPRIEN ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'École de Médecine, à Paris.

3e Année.— Numéro 14. — 7 Avril 1850.

La situation.

Où en est l'Europe? Entre les différents partis qui se disputent le pouvoir à Londres, à Pétersbourg, à Paris, lequel doit l'emporter? Dieu seul le sait. L'unique chose claire, c'est que tous se préparent à une action décisive : c'est que les forces sont tellement tendues qu'une catastrophe ne peut plus s'éviter. Les deux camps qui divisent le monde ne sont plus maintenant séparés par aucun intervalle; ils se touchent sur tous leurs points sensibles; leur choc devient une nécessité.

Mais chacun, redoutant l'issue de la bataille, recule autant qu'il peut le moment suprême. Ainsi les menaces d'invasion dont les trois cabinets du Nord prétendaient épouvanter la France, ont cessé tout à coup devant la grave signification des élections du 10 mars. D'un autre côté, les princes allemands ont senti le danger d'une attaque contre la Suisse, qui pourrait bien déchaîner encore, au cœur même de leurs Etats, les passions démocratiques. Quant à l'Autriche, heureuse de se sentir momentanément sauvée d'une crise mortelle, elle proteste de sa bienveillance la plus illimitée pour la France. La Russie elle-même tâche de s'effacer, et reprend prudemment sa position défensive d'avant la campagne de Hongrie. Elle sent qu'elle pourrait tout perdre par un échec dans sa lutte, nous ne disons pas avec la révolution européenne, mais avec une ennemie bien moins redoutable, avec la seule flotte britannique; aussi renonce-t-elle spontanément à prendre sur le Bosphore sa revanche de la déconfiture diplomatique éprouvée par M. de Titof dans l'affaire des réfugiés. En conséquence, l'armée d'occupation des principautés a commencé à évacuer le sol moldo-valaque. A son tour, lord Palmerston recule, lui aussi, dans la question grecque, mal gré son ardent désir d'entrer en lutte avec le grand chef des *orthodoxes*. L'acceptation de la médiation française semble faire espérer sur ce point comme sur les autres une solution provisoirement pacifique, quoique selon toute apparence cette solution n'aboutira qu'à jeter la France dans la position la plus fausse vis-à-vis des Grecs, qui, trompés dans leurs espérances, se tourneront plus que jamais vers la Russie.

Sous ses apparences de stagnation, l'état actuel du monde cache donc la guerre, et une des guerres les plus acharnées que l'histoire ait jamais vu. Les gigantesques préparatifs de défense que cet état de choses provoque partout, suffiraient pour épuiser en peu de temps, par leur seule durée, l'Europe entière plus qu'une guerre générale. L'Angleterre et la Belgique exceptées, il n'y a pas une puissance constituée qui n'ait perdu l'équilibre dans ses finances par suite de l'élargissement de son budget de la guerre. Aucun gouvernement n'a les moyens de maintenir longtemps ce budget au degré de tension où il est parvenu : et cependant aucun d'eux ne peut, le voulût-il, réduire à cette heure ses armements, sans courir péril pour lui-même, et sans s'exposer à être attaqué et spolié par ses rivaux. Ainsi la guerre ou la banqueroute, voilà l'unique solution.

La question de principes, la question intérieure est encore plus inquiétante pour les conservateurs que la question politique. Les rois savent qu'abandonnée à elle-même, la France gardera la République, et que l'invasion du dehors, aidée par la trahison au-dedans, pourrait seule offrir des chances à une restauration monarchique. Mais en attaquant la France, les rois ne réuniront-ils pas tous les Français comme un seul homme contre l'étranger? Ils voient se dres-

ser devant eux le plus formidable des dilemmes : Ou laisser se consolider à Paris la République, d'où sortira dans deux ans la réforme pour toute l'Europe, ou, par une imprudente agression, précipiter la crise révolutionnaire, dont le plus habile ne saurait prévoir l'issue.

Devant cette incertitude du succès qui décourage et pétrifie les plus audacieuses ambitions, l'Angleterre et la Russie jouent deux rôles singulièrement opposés. L'Angleterre, qui n'a qu'à gagner au prolongement d'une paix dissolvante pour tous les trônes absolus, brouille tant qu'elle peut les cartes diplomatiques, pour éloigner le moment de la grande lutte des monarchies contre la révolution. Lord Palmerston met sa suprême adresse à occuper les rois dans leurs états, pour les empêcher de provoquer la France. Il n'est pas du reste fort difficile au cabinet de Londres de désunir les cabinets du continent, si disposés d'avance à s'entre-déchirer. La Prusse et l'Autriche surtout disposent chaque jour, sous une nouvelle forme, leurs batteries l'une contre l'autre. La Prusse a persisté à ouvrir le parlement d'Erfurt, où siégent peu de députés qui ne soient pas Prussiens. Elle veut, comme le dit naïvement un de ses ministres, faire de l'unité allemande, *fût-elle seule à en faire.* Mais l'étrange unité qu'Erfurt élabore, a pour adversaires simultanés les radicaux, tout comme les conservateurs. Les rois de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg ont protesté avec l'Autriche contre cette ridicule diète allemande, à laquelle ils opposent un nouveau programme de fédération, plus libéral que celui de l'ambitieux Hohenzollern de Berlin. L'Oldenbourg, la Hesse-Électorale, le Mecklembourg-Schwerin et Strelitz, et les Villes-Libres anséatiques inclinent ouvertement vers le nouveau pacte. Le roi de Wurtemberg, poussé par l'Autriche, en est presque venu à défier le roi de Prusse dans le champ clos du duché de Bade, que les deux monarques aspirent également à s'approprier.

Enfin le Hanovre, cette annexe de l'Angleterre, a rompu avec éclat tout rapport avec les divers partis allemands. Le Hanovre est comme un coin de fer que le cabinet anglais tient enfoncé dans le vieux tronc germanique, pour l'empêcher à tout jamais de ranimer par une sève unique ses rameaux dispersés. Ce qu'est le Hanovre aux mains britanniques, le Danemarck et le Schleswig-Holstein le sont aux mains de la Russie. L'Allemagne n'est donc pas près de sortir du chaos. Si les dissentions entre les souverains cessent momentanément, quand l'anarchie aux bords de la Seine semble leur promettre une victoire aisée, l'instant d'après leurs antipathies se rallument avec une nouvelle violence.

Contre ce *statu quo*, destructeur pour tout le monde, il n'y a évidemment d'autre remède qu'une initiative peu supposable de la part de la France, ou bien la nécessité de plus en plus urgente où est la Russie, pour maintenir sur pied son immense armée, de l'envoyer fourrager et vivre hors de chez elle. Quoi qu'on fasse, la guerre est et restera le dernier mot de toutes les combinaisons des cabinets, tant qu'elles n'auront pas pour objet la justice envers les vaincus, et la reconstitution de l'équilibre des états, non plus d'après les droits du plus fort, mais sur la base des droits naturels, que Dieu même garantit à chaque nationalité.

La question slave

EXPOSÉE AU PARLEMENT D'ESPAGNE PAR M. DONOSO CORTÈS, MARQUIS DE VALDEGAMAS.

Quoique nous soyons loin de partager le système du marquis de Valdegamas, ce qu'il dit sur les Slaves, à une si grande distance de la Slavie, est trop curieux, pour que nous n'en citions pas ici les pages les plus saillantes. Dans son ignorance du véritable état des choses en Slavie, le député espagnol appartient à cette classe malheureusement si nombreuse de hautes intelligences, qui n'attendent des Slaves que du mal. Si la corruption des hommes empêche le slavisme de porter ses fruits de salut pour la vieille Europe, il sera donc pour elle un instrument de châtiment. L'aveu mérite d'être constaté. Peut-être cette conviction, peut-être l'*éloquence de la peur* décidera-t-elle, mieux que la voix de l'amour, l'égoïste Europe à prêter main-forte aux Slaves libres contre l'autocratie qui les écrase, et qui par eux se prépare à écraser l'Europe entière.

« Je crois, s'est écrié à la tribune de Madrid M. Donoso Cortès, je crois, avec la conviction la plus profonde, que nous entrons dans une période d'angoisses. Tous les symptômes l'annoncent à la fois... Jetez les yeux sur l'Europe, de la Pologne au Portugal, et dites-moi, la main sur la conscience, si vous rencontrez une seule société qui puisse dire : Je suis solide sur mes fondements ; un seul fondement qui puisse dire : Je suis solide sur moi-même... Tout annonce un cataclysme comme jamais les hommes n'en ont vu. . . . .

« L'influence que la Russie exerçait en Europe, elle l'exerçait au moyen de la Confédération germanique. Cette confédération a été faite contre Paris, qui était la cité révolutionnaire, la cité maudite, en faveur de Saint-Pétersbourg, qui était la cité sainte, la cité du gouvernement, la cité des traditions restauratrices. Qu'en résulta-t-il? Que la Confédération ne fut pas un empire comme elle eût pu l'être alors ; et elle ne fut pas un empire, parce que la Russie ne pouvait, en aucun cas, s'accommoder d'avoir en face d'elle un empire allemand formé de toutes les races allemandes réunies. La Confédération se composa donc de principautés microscopiques et de deux grandes monarchies. Qu'est-ce qui convenait dans l'hypothèse d'une guerre en France ? Ce qui convenait à la Russie, c'était que ces monarchies fussent absolues. Voilà comment il est arrivé que l'influence de la Russie, depuis la formation de la Confédération jusqu'à la révolution de Février, s'est étendue de Saint-Pétersbourg à Paris. Mais depuis la révolution de Février, les choses ont changé de face ; la tempête révolutionnaire a jeté bas les trônes, brisé les couronnes, humilié les rois ; la Confédération germanique n'existe plus ; l'Allemagne aujourd'hui n'est plus qu'un chaos. C'est vous dire qu'à

l'influence de la Russie, qui s'étendait de Saint-Pétersbourg à Paris, a succédé l'influence démocratique de Paris, qui s'étend jusqu'en Pologne.

«Voyez ici la différence : la Russie comptait sur deux alliés puissants, l'Autriche et la Prusse ; aujourd'hui on sait qu'elle ne peut compter que sur l'Autriche ; mais l'Autriche lutte et luttera longtemps contre l'esprit démagogique, qui est là comme partout, contre l'esprit de race, qui est là plus qu'ailleurs ; et enfin elle doit tenir toutes ses forces en réserve pour une lutte possible avec la Prusse. Il en résulte que, l'Autriche étant neutralisée, la Confédération germanique n'existant plus, la Russie ne peut plus compter aujourd'hui que sur ses propres forces. Et savez-vous de quelles forces la Russie a disposé dans les guerres offensives ? Jamais de plus de 300,000 hommes. Et l'Assemblée sait-elle contre qui ces 300,000 hommes ont à lutter ? Contre toutes les races allemandes, représentées par la Prusse ; contre toutes les races latines, représentées par la France ; contre la très-noble et très-puissante race anglo-saxonne, représentée par l'Angleterre. Cette lutte serait insensée, absurde de la part de la Russie ; en cas d'une guerre générale, le résultat certain, infaillible, enlèverait à la Russie son rang de puissance européenne, et la réduirait à n'être plus qu'une puissance asiatique. Vous voyez pourquoi la Russie fuit la guerre, et pourquoi l'Angleterre la veut : et sans la faiblesse chronique de la France, qui n'a pas pu suivre en cela l'Angleterre, sans la prudence autrichienne, sans la très-sage prévoyance de la diplomatie russe, la guerre eût éclaté. C'est parce que la Russie n'a pas voulu, n'a pas pu vouloir la guerre, que la guerre n'a pas éclaté au sujet de la question des réfugiés en Turquie.

« Ce n'est pas mon opinion cependant que l'Europe puisse longtemps n'avoir rien à redouter de la Russie ; je crois tout le contraire ; mais pour que la Russie accepte une guerre générale, pour que la Russie s'empare de l'Europe, il faut auparavant les trois événements que je vais dire, lesquels sont, remarquez-le, non-seulement possibles, mais encore probables.

« Il faut : d'abord, que la révolution, après avoir dissous la société, dissolve les armées permanentes ; en second lieu, que le socialisme, en dépouillant les propriétaires, éteigne le patriotisme, parce qu'un propriétaire dépouillé, n'est pas, ne peut pas être patriote ; en troisième lieu, que se réalise la confédération puissante de tous les peuples slaves sous l'influence et le protectorat de la Russie. La race slave compte 80 millions d'individus. Eh bien ! lorsque la révolution aura détruit en Europe les armées permanentes, lorsque les révolutions socialistes auront éteint le patriotisme partout ; lorsque, à l'orient de l'Europe, se sera accomplie la grande fédération des peuples slaves, et qu'en Occident, il n'y aura plus que deux armées, celle des spoliés et celle des spoliateurs, alors l'heure de la Russie sonnera ; alors la Russie pourra se promener tranquillement l'arme au bras dans notre patrie ; alors le monde assistera au plus grand châtiment qu'ait enregistré l'histoire : ce châtiment épouvantable sera le châtiment de l'Angleterre. Contre le colosse qui tiendra d'une main l'Europe et de l'autre les Indes, ses vaisseaux ne lui seront d'aucun secours ; cet immense empire croulera, réduit en pièces, et le lugubre fracas de sa chute et sa longue plainte retentiront jusqu'aux pôles.

« Ne croyez pas que la catastrophe finisse là. Les races slaves ne sont pas aux peuples de l'Occident ce que les races allemandes étaient au peuple romain. Non, les races slaves sont depuis longtemps en contact avec la civilisation ; elles sont à demi civilisées ; l'administration russe est aussi corrompue que l'administration la plus civilisée de l'Europe, et la nouvelle aristocratie russe ne le cède pas en civilisation à la plus corrompue des vieilles aristocraties. Eh bien ! la Russie, placée au milieu de l'Europe conquise et prosternée à ses pieds, absorbera par toutes ses veines le poison qu'elle a bu et qui la tue. La Russie ne tardera pas à tomber en putréfaction : j'ignore le remède universel que Dieu tiendra prêt pour cette universelle pourriture. »

Cracovie et l'ancienne noblesse polonaise.

Le *Czas*, journal de Cracovie, relève les attaques des gazettes allemandes de Vienne contre Cracovie et les anciennes familles historiques de la Pologne, qui ont toutes, au dire de ces feuilles, choisi l'ancienne ville des rois pour leur refuge. On prétend que durant les 30 années de son existence, comme république, Cracovie a vu se développer dans ses murs une transformation complète de l'ancienne chevalerie nationale en un patriciat bourgeois, rusé et calculateur à la façon des anciens patriciats de Venise et du reste de l'Italie, et comme eux dur pour le bas peuple et pour le prolétaire. Ce patriciat, tenace et inébranlable dans ses traditions républicaines, s'est vu incorporer à l'Autriche sans changer en rien ses allures, sans rien diminuer de son patriotisme.

Voilà ce qui remplit d'indignation les journaux de Vienne, auxquels le *Czas* répond :

« Oui, notre patriciat cracovien existe encore, il s'est jeté entre l'étranger et ses concitoyens comme médiateur de paix ; il s'est montré le défenseur naturel du peuple vis-à-vis du gouvernement. Ce rôle est par lui si bien rempli, que même à travers toutes les catastrophes et les violences des derniers temps, il a su garder presque tout son ancien ascendant politique sur la nation, en dépit des agens autrichiens, qui travaillent vainement à exciter un antagonisme entre ce qu'ils appellent le patriciat aristocratique et le peuple de Cracovie.

« Ce peuple qui a joui durant 30 ans de la plus parfaite liberté, était devant la loi l'égal des sénateurs de la République ; il possédait ses champs, sans qu'aucune espèce de redevance y restât attachée ; instruit, jugé, administré dans sa langue maternelle, il jouissait du suffrage universel, avant même qu'il fût question de l'établir dans les grands

états de l'Europe... Le souvenir de ces institutions reste gravé dans nos âmes, et unit chez nous toutes les classes entre elles comme un seul homme. On conçoit que l'Autriche voye ces tendances d'un mauvais œil. Pour elle un tel esprit s'appelle du *séparatisme :* c'est une menace à l'unité de l'empire. Elle préfère de beaucoup les démagogues à une pareille noblesse; et elle se fait volontiers démocratique contre ces prétendus aristocrates. »

Le fait est que depuis 30 ans l'ancienne noblesse de Pologne a subi une totale transformation. Qui ne l'aurait pas revue depuis un quart de siècle, ne la reconnaîtrait plus aujourd'hui. D'accord ici avec le *Czas*, la *Gazeta polska* constate que ces familles autrefois à moitié françaises, se retrempent chaque jour davantage dans l'amour de la patrie. L'absentéisme ne peut plus être reproché qu'à un très-petit nombre d'entre elles. Elles ont cessé de donner à leurs enfants cette éducation et ces mœurs étrangères, qui se sont montrées si fatales, au temps de leurs ancêtres. Grâce à des principes d'éducation plus patriotiques, l'émigration elle-même se conserve partout, de père en fils, éminemment polonaise. En redevenant ainsi lui-même, ce peuple héroïque retrouve peu à peu d'ardents amis là où il ne rencontrait naguère qu'indifférence. Il a maintenant pour confédérés tous ses frères slaves, qui veulent comme lui devenir libres, et qui sentent qu'ils ne pourront jamais l'être sans la Pologne. Voilà comment la cause polonaise s'identifie chaque jour davantage avec la cause générale du slavisme.

CHRONIQUE SLAVO-EUROPÉENNE.

ÉVÉNEMENTS DE MARS 1850.

RUSSIE ET TURQUIE.

La chronique des événements de mars dans les parties slaves de l'Europe, peut se résumer en quelques lignes. Dans l'attente des bouleversements qui se préparent à l'Occident, la diplomatie russe fait la morte. Elle a retiré son armée des principautés moldo-valaques ; elle abandonne en apparence le sultan à ses libres allures ; elle va jusqu'à désavouer la conduite trop hardie de son agent, M. Levchin, en Serbie. Mais sa propagande secrète continue d'exploiter toutes les occasions. Ainsi en Grèce, elle persuade sans peine aux patriotes hellènes que l'arbitrage de la France sera impuissant à les protéger contre les exigences dictatoriales de l'Angleterre.

En Bulgarie et en Bosnie, les événements ne se montrent pas moins favorables à la Russie. Les insurgés bosniaques de la Kraina, obstinés dans leur refus de l'impôt, ont recommencé la lutte contre le Nizam ottoman. Les Turcs de Bihatch, jusqu'alors fidèles au sultan, ont ouvert leurs portes aux insurgés qui sont entrés dans la place sans brûler une seule amorce. Depuis lors, la révolte a, dit-on, gagné une autre forteresse, celle de Banïa-luka. — Jusqu'ici la seule concession que la Porte ait fait aux Bosniaques, est celle d'une église à Constantinople. Encore est-ce une église à l'usage des moines franciscains, qui dirigent en Bosnie les chrétiens de rite latin, dont le nombre vis-à-vis des schismatiques forme une extrême minorité.

— La Porte a également accordé aux Bulgares leur église sur le Bosphore : mais elle a singulièrement diminué le mérite de cette concession, en plaçant la nouvelle église sous le patronage compromettant du prince de Samos, au lieu de la confier à un conseil d'administration, moitié bulgare et moitié serbe, sous la présidence honoraire du meilleur ami de la Porte, du prince actuel de Serbie.

— La Turquie, toutefois, n'est menacée pour le moment d'aucun danger sérieux. Malgré toutes ses fautes, ses sujets chrétiens la préfèrent encore mille fois à la Russie. Cette solidité du gouvernement turc a suffi pour faire abandonner aux cabinets d'Autriche et de Russie leur plan d'attaque de la Suisse, que devait suivre une invasion en France, à la faveur d'une révolution en Orient. Au lieu des événements attendus, c'est donc le *statu quo* qui se prolonge.

AUTRICHE.

Rien de changé dans la situation de l'Autriche : toujours, de la part de son cabinet la même prétention de soumettre ses peuples au germanisme, et de la part des peuples, la même résistance passive, mais unanime, aux mesures du gouvernement. Quant aux diétines et à la diète centrale promises par l'empereur pour les premiers jours de 1850, il n'en est pas plus question en avril qu'en janvier, malgré la paix profonde de tout l'empire.

— La Bohême, baillonnée politiquement, se réfugie dans le labyrinthe de ses tendances nationales-religieuses. La Iugo-Slavie, trompée par son ban, attend le signal que la Serbie turque et la Bosnie lui donneront. Quant aux Maghyars et aux Roumains, ils se rapprochent, et travaillent à s'entendre sur un terrain commun.

— Les nombreuses restrictions apportées par l'Autriche à l'abolition des corvées en Croatie, continuent d'y exciter des émeutes acharnées. La partie de ce pays qui, sous le nom de Zagorie, confine aux Alpes styriennes, et à leurs gorges de facile défense, a été jusqu'ici le principal refuge des réfractaires qui, à l'abri des forêts, défient les canons impériaux. Tout ce que peuvent faire les trois compagnies envoyées contre eux à Tabor, Kostel et Pregrada, c'est de les attaquer isolément, quand ils descendent par petites bandes pour s'approvisionner dans les plaines. Alors tout ce qui est pris, est aussitôt pendu aux arbres du chemin, quoique ces infortunés ne réclament rien autre chose que la réalisation des promesses officielles faites en 1848 par le ban ielatchitj.

— Le nombre des émigrants de la Hongrie est prodigieux. Les villes se dépeuplent à vue d'œil. Pest qui, en 1848, avait 100,000 habitants, en a perdu 35 mille, selon le dernier recensement qui vient d'y être fait.

— Le brigandage a pris partout de telles proportions, que sur la seule route de Pest à Szolnok, il ne faut rien moins que deux régiments entiers pour protéger les convois de marchandises. Dans l'intérieur du pays, d'où toutes les armes ont été enlevées, les brigands, seuls armés, pénètrent nonchalamment dans les villages qu'ils rançonnent, enlevant, à défaut d'autres trésors, les vases sacrés des églises, sous les yeux même des fidèles.

— Avec ces razzias sauvages rivalisent les razzias civilisées et légales de l'Autriche contre tout ce qui est propriétaire ou capitaliste en Hongrie. Les Israélites surtout sont pressurés avec une violence incroyable. Ce qui avait manqué à l'insurrection polonaise de 1831, n'avait pas, comme on sait, fait défaut à celle de Maghyars. Appelés par Kossuth à une égalité civile et politique complète vis-à-vis de leurs concitoyens chrétiens, les juifs de la Hongrie avaient aidé l'insurrection avec une abnégation admirable. Ils en ont été rudement punis. Depuis six mois, les contributions de guerre ne cessent de pleuvoir sur leurs malheureuses communes. Après s'être vu contraints de livrer aux Impériaux des millions de havresacs, de souliers et de manteaux confectionnés, ils doivent livrer aujourd'hui leur dernier kreuzer pour échapper aux mesures d'intolérance religieuse qui ont pour but de les faire rentrer dans l'état d'avilissement où ils étaient avant la révolution.

— Les conseils de guerre ne discontinuent pas de lancer leurs arrêts de mort, que le très-clément Haynau daigne le plus souvent commuer en 16, 20 et 25 ans de forteresse et aux fers. Pourtant un des généraux insurrectionels du temps de Kossuth, M. Hauke, de Vienne, vient encore d'être pendu à Arad : et tout n'est pas fini. Après tant d'arrêts sanglants, il reste encore, dit-on, plus de deux mille sentences à dicter.

CYPRIEN ROBERT.

Montmartre; — Imp. PILLOY frères et comp., boulevard Pigale, 48.